

LE COVID-19 ET LA POLITIQUE FISCALE : APPLIQUER UNE BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE DANS LES MESURES DE SOUTIEN ET DE RELANCE



ONU Femmes/Fahad Abdullah Kaizer

Résumé

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, près de 16 trillions de dollars US¹ ont été injectés dans l'économie mondiale, et les gouvernements déploient maintenant les deuxièmes et troisièmes phases de soutien. Avec l'introduction des vaccins, certains pays peuvent commencer à maîtriser la pandémie et à investir dans la relance. Cependant, la plupart des pays sont toujours aux prises avec les retombées sanitaires et socio-économiques immédiates de la pandémie, y compris son impact démesuré sur les femmes. Alors que l'adoption de mesures politiques en prévention ou en réponse à l'augmentation de la violence faite aux femmes est plus étendue, la réponse liée à la protection sociale et à l'emploi n'a pas adéquatement soutenu la sécurité économique des femmes ni répondu aux problématiques liées au travail de soins ou au financement des services de soins. Cette note de politique présente les points d'entrée pour l'application d'une budgétisation sensible au genre (BSG) aux plans de soutien et de relance face au COVID-19. Tirant parti d'exemples de pays, elle formule des recommandations sur l'utilisation d'outils de budgétisation sensible au genre pour identifier les écarts dans les réponses politiques et orienter les dépenses vers des mesures COVID-19 qui soient sensibles au genre.

Comment le monde évolue-t-il dans le contexte du COVID-19 ?

Le nombre de cas confirmés de COVID-19 a dépassé 260 millions en date du 29 novembre 2021.² Les effets de la pandémie vont bien au-delà de la crise sanitaire immédiate, remettant en question la répartition équitable et efficace des soins de santé et des services sociaux, renforçant les inégalités économiques et modifiant les priorités des institutions publiques et privées, y compris dans l'allocation des fonds. Ces dynamiques touchent les femmes et les filles de manière disproportionnée, particulièrement celles qui sont confrontées à des formes multiples de discrimination. Le Secrétaire général de l'ONU a mis en garde que les effets de la pandémie risquent d'entraîner un renversement des progrès limités réalisés en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes au cours des 25 années de mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.³

ONU Femmes a synthétisé les recherches et données les plus récentes sur l'impact du COVID-19 sur l'égalité des sexes, et formulé des recommandations complètes pour « reconstruire en mieux » dans les notes suivantes :

- [Lutter contre les conséquences économiques du COVID-19 : Solutions politiques et options en vue d'une réponse et d'une relance sensibles au genre](#)
- [Le COVID-19 et l'économie du soin : Action immédiate et transformation structurelle en vue d'une relance sensible au genre](#)
- [Le COVID-19 et la violence contre les femmes et les filles : Lutter contre la pandémie de l'ombre](#)
- [Le COVID-19 et le leadership des femmes : Passer d'une réponse efficace à une reconstruction plus solide](#)
- [Une réponse urgente au COVID-19 : La participation importante des femmes aux processus de paix et de cessez-le-feu](#)
- [Le COVID-19 et les organisations de défense des droits des femmes : Comblent les lacunes dans la réponse et exiger un futur plus juste](#)

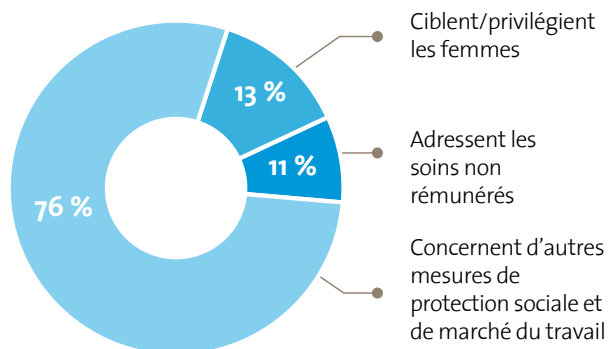
Tendances actuelles

La pandémie de COVID-19 a déclenché une récession économique mondiale, avec des pays confrontés à un chômage de masse, à une contraction du produit intérieur brut (PIB), à des crises de liquidité et d'endettement et à une augmentation des niveaux de pauvreté. Mondialement, près de 114 millions d'emplois à plein temps ont été perdus en 2020. Les pays à revenu intermédiaire inférieur paraissent être les plus durement touchés, avec une baisse de l'emploi dépassant 11 pour cent.⁴ Les femmes ont été disproportionnellement touchées, comme les travailleuses domestiques, les pourvoyeuses de soins, et celles surreprésentées dans les secteurs frappés de plein fouet, comme l'alimentation, les services, et les commerces. Les politiques de confinement et de fermeture, y compris la fermeture des écoles et des crèches, ont augmenté les soins et le travail domestique non rémunérés et accru le risque de violence domestique. La pandémie a creusé l'écart de pauvreté entre les sexes et risque de plonger 47 millions de femmes et de filles supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2021.⁵

En dépit du nombre croissant d'évidences, les gouvernements ont été lents à réagir avec des mesures politiques pour répondre aux besoins des femmes. Le « COVID-19 Global Gender Response Tracker », coordonné par ONU Femmes et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a analysé plus de 3 100 mesures politiques dans 219 pays et territoires dans une perspective de genre. Il a identifié 64 pour cent des

1 299 mesures liées au COVID-19 classifiées comme sensibles au genre axées sur la prévention et/ou la réponse à la violence faite aux femmes et aux filles.⁶ Toutefois, uniquement 52 pays traitaient les services liés à la violence faite aux femmes aux filles dans le cadre de leurs plans de réponse officiels au COVID-19.

GRAPHIQUE 1 :
Proportion des mesures sensibles au genre par rapport à la réponse totale de la protection sociale et du marché du travail



Source : COVID-19 Global Gender Response Tracker, mise à jour de mars 2021.

Les mesures de politique économique ont largement été insensibles au genre, ce qui signifie qu'elles ne reconnaissent pas ou ne traitent pas les défis et les vulnérabilités spécifiques auxquels les femmes sont confrontées dans le contexte de la pandémie. Sur 2 280 mesures fiscales, du marché du travail et de protection sociale identifiées dans le mécanisme de suivi, seules 287 concernent explicitement la sécurité économique des femmes, principalement par le biais de politiques visant à soutenir les femmes entrepreneuses et les commerçantes

informelles, ou par la fourniture de transferts monétaires ou de subventions. Seulement 11 pour cent des mesures de protection sociale et du marché du travail concernent les soins non rémunérés et renforcent les services de soins pour les enfants, les personnes âgées ou les personnes en situation de handicap par le biais, par exemple, des allocations de garde d'enfants et de maternité, des subventions salariales ou des indemnités de chômage pour les travailleurs ayant des responsabilités familiales.⁷

Application de la BSG au soutien et à la relance face au COVID-19

Le mécanisme de suivi met en lumière les mesures politiques entreprises par les gouvernements, mais ne fournit pas des données sur les allocations budgétaires de ces mesures. La BSG—le processus d'analyse, de préparation et de mise en œuvre des budgets dans une perspective de genre—utilise une gamme d'outils pour quantifier et analyser l'impact d'un budget sur l'égalité des sexes. Appliquée au contexte du COVID-19, elle peut aider les gouvernements à identifier les besoins en matière de genre et à allouer des ressources aux programmes, y compris la protection sociale et l'emploi, qui sont cruciales pour une relance sensible au genre (voir Graphique 2).

Des mesures de soutien et de relance équitables et durables nécessiteront des investissements publics adéquats et ciblés ainsi qu'une redéfinition des priorités des dépenses publiques pour combler les lacunes des politiques. Les ministères des finances ont un rôle essentiel à jouer dans l'augmentation de la disponibilité des ressources, notamment en modifiant les règles budgétaires, en introduisant des budgets supplémentaires ou en augmentant les dépenses dans les lignes existantes – ou une combinaison de ces mesures fiscales. Les pays qui ont déjà intégré le genre dans leurs systèmes de gestion de finance publique appliquent avec succès la BSG au sein de leurs plans de soutien et de relance face au COVID-19.

Évaluations des besoins liés au genre

Une évaluation des besoins liés au genre utilise des données primaires et secondaires pour identifier les besoins et les priorités spécifiques aux femmes et aux filles, et à partir de ces données cible des domaines pour l'élaboration de politiques publiques. Dans l'idéal, cet exercice devrait précéder la conception des plans de soutien et de relance face au COVID-19.

Les évaluations rapides sensibles au genre (RGA) sont particulièrement utiles dans les contextes d'urgence car des évaluations sensibles au genre complètes peuvent prendre

du temps et risquent d'être entravées par un manque de données ventilées par sexe. Les RGA peuvent être mobilisées rapidement pour évaluer les secteurs durement frappés comme la santé ou le tourisme, afin d'identifier les groupes à haut risque nécessitant une assistance ciblée.

Partenariats d'ONU Femmes en action

Pour aider les gouvernements nationaux à concevoir des mesures liées au COVID-19 sensibles au genre, ONU Femmes a développé un outil d'enquête sur l'évaluation rapide sensible au genre spécifiquement adapté au contexte de la pandémie. L'outil génère des informations contextuelles riches et exploitables sur les écarts préexistants entre les sexes en matière d'emploi et de moyens de subsistance, le temps consacré aux activités ménagères et l'accès aux biens et aux services.⁸ Les RGA d'ONU Femmes ont été administrés dans plus de 50 pays, avec des données indiquant clairement que le COVID-19 exacerbe les inégalités entre les sexes. Les femmes déclarent assumer plus de soins et de travaux domestiques non rémunérés que les hommes et subir une plus grande perte d'emploi et de revenu. Une RGA aux Maldives, par exemple, a révélé que les femmes travaillant dans le secteur informel perdaient leur emploi ou travaillaient moins d'heures rémunérées que les hommes.⁹ En réponse, le gouvernement a étendu l'allocation de soutien du revenu face au COVID-19 aux femmes exerçant une activité indépendante et à celles du secteur informel.¹⁰ En Albanie, les députés ont utilisé les conclusions de la RGA pour plaider avec succès en faveur d'une augmentation des allocations budgétaires pour les secteurs de l'emploi et de l'agriculture gravement touchés.

GRAPHIQUE 2 : Cycle de budgétisation et de planification

L'ensemble d'outils BSG peuvent être utilisés à chaque étape du cycle de politique, de planification et de budgétisation pour identifier les lacunes dans la réponse politique et pour y affecter les ressources. Chaque outil illustré dans la figure ci-dessous s'aligne avec une étape différente du cycle de budgétisation et de planification. Dans un contexte d'exécution rapide, il importe d'assurer au minimum, une évaluation ex ante de l'impact sur le genre et un audit budgétaire sensible au genre.

Formulation du budget

Évaluation des besoins & Évaluations ex-ante de l'impact sur le genre

1

Une **évaluation des besoins liés au genre** identifie les écarts et les priorités entre les sexes et les domaines d'intervention possibles pour les plans de soutien et de relance.

Données/sources d'information

- Politiques nationales et sectorielles pour répondre au COVID-19
- Données ventilées par sexe et statistiques genre sur la situation actuelle dans le(s) domaine(s) politique(s) examiné(s)
- Évaluations rapides des impacts différenciés selon le genre du COVID-19
- Évaluations des bénéficiaires ventilés par sexe pour déterminer si les services répondent aux besoins des femmes

2

Une **évaluation ex ante de l'impact sur le genre** analyse les impacts attendus sur le genre des plans de soutien et de relance.

Données/sources d'information

- Analyses des évaluations des bénéficiaires ventilés par sexe
- Données sur les entrées de ressources et les propositions budgétaires pour le COVID-19
- Renseignements sur les fonds distincts pour le plan de soutien face au COVID-19 s'ils sont établis par le gouvernement
- Allocations budgétaires et hors budget du plan de soutien face au COVID-19 par secteur/intervention

3

Un **énoncé budgétaire sensible au genre** indique comment les gouvernements s'attendent à ce que le plan soutienne les femmes et atteigne les résultats en matière d'égalité des sexes.

Données/sources d'information

- Données sur les entrées de ressources et les propositions budgétaires pour la réponse au COVID-19
- Informations sur les fonds distincts pour le plan de soutien face au COVID-19 s'ils sont établis par le gouvernement
- Allocations budgétaires et hors budget du plan de soutien face au COVID-19 par secteur/intervention
- Données sur les dépenses budgétaires et rapports sur les dépenses, avec des données sur les bénéficiaires ventilés par sexe
- Rapports sur les indicateurs de performance pour mesurer les décaissements et les résultats des dépenses liées au COVID-19, ventilés par sexe

Approbation du budget

Énoncé budgétaire sensible au genre & Contrôle parlementaire

Contrôle du budget

Audit budgétaire sensible au genre & audit de responsabilité sociale

5

Un **audit budgétaire sensible au genre** est effectué par les institutions d'audit de l'État pour examiner les dépenses, y compris une évaluation de leurs impacts sur le genre ; un **audit de responsabilité sociale** réalisé par des organisations de la société civile surveille la prestation de services sur le terrain et la manière dont elle répond aux besoins et aux priorités des femmes.

Données/sources d'information

- Données sur les dépenses budgétaires et rapports sur les dépenses, avec des données sur les bénéficiaires ventilés par sexe
- Rapports d'audit du budget avec analyse de la manière dont les fonds de soutien COVID-19 sont exécutés, les services sont fournis et qui a reçu des services ventilés par sexe
- Une analyse indépendante du plan COVID-19 par des expert-e-s académiques et la société civile détaillant qui est atteint par les mesures spécifiques (par sexe), qui sera manqué et ce que cela signifie pour l'égalité des sexes

4

Un **système de suivi des dépenses en temps réel** surveille le décaissement du plan et produit des rapports sur la mesure dans laquelle il atteint les femmes et atteint les résultats en matière d'égalité des sexes.

Données/sources d'information

- Données sur les dépenses budgétaires et rapports sur les dépenses, avec des données sur les bénéficiaires ventilés par sexe
- Rapports sur les indicateurs de performance pour mesurer les décaissements et les résultats des dépenses liées au COVID-19, ventilés par sexe

Exécution du budget

Suivi des dépenses en temps réel

Évaluations de l'impact sur le genre

Les évaluations de l'impact sur le genre (EIG) ex ante et ex post mesurent l'impact attendu et réel d'une politique publique. Ces deux types d'EIG sont des outils utiles pour les gouvernements dans le contexte du COVID-19. Les EIG ex ante des politiques proposées peuvent aider les gouvernements à comprendre dans quelle mesure ces politiques atteindront, et soutiendront, les bénéficiaires visés et peuvent également être utilisées pour éclairer la redéfinition des priorités et la réaffectation des dépenses existantes. Les EIG ex ante devraient accompagner les propositions budgétaires déposées au parlement.

Des expériences prometteuses ont émergé des quelques pays qui ont mené des EIG complètes des plans de soutien et de relance face au COVID-19. Le mécanisme de genre de l'État américain d'Hawaï a développé un cadre explicitement féministe pour guider les dépenses de relance post-pandémie. Le cadre appelle à intégrer les besoins des femmes dans la planification COVID-19 en améliorant l'accès au capital en dehors des secteurs à bas salaire, en construisant des infrastructures sociales grâce à des investissements dans la garde d'enfants, la santé et l'éducation, en réduisant les inégalités économiques et en intégrant pleinement la prévention de la violence basée sur le genre dans les politiques pour la relance.¹¹ En réponse, le gouvernement d'État a octroyé des ressources pour les services de lutte et prévention de la violence domestique par le biais du Cares Act du Département de services humains, a augmenté l'accès des femmes à la technologie numérique et a introduit un projet de loi pour imposer une formation sur l'analyse de genre pour les décideurs politique.

Au Canada, un cadre de budgétisation sensible au genre a veillé à ce que les résultats relatifs à l'égalité des sexes et à la diversité informent l'établissement des priorités dans la réponse au COVID-19. La loi de 2018 sur la budgétisation sensible au genre prévoit une exigence légale pour l'analyse de genre (dénommée ACS+) de toutes les propositions budgétaires, et un rapport sur le budget sensible au genre correspondant présente les impacts prévus et réels des décisions gouvernementales sur l'égalité des sexes et la diversité.

Le gouvernement a appliqué l'ACS+ à 68 mesures de réponse à la pandémie,¹² ce qui lui a permis de lutter contre les inégalités entre les sexes, notamment l'augmentation des taux de violence basée sur le genre, le signalement de difficultés disproportionnées dans les entreprises détenues majoritairement par des femmes et une charge de soins non rémunérés plus élevée chez les femmes après la fermeture des écoles et des garderies. Entre autres mesures, le gouvernement a alloué 50 millions de dollars canadiens aux refuges et aux centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle pour répondre à l'augmentation signalée

de 20 à 30 pour cent de la violence basée sur le genre, a lancé une Stratégie pour l'entrepreneuriat féminin de 15 millions de dollars canadiens pour les entreprises appartenant à des femmes qui connaissent une demande réduite de produits et de services et a créé de nouvelles allocations budgétaires pour soutenir l'offre sûre et suffisante de services de garde d'enfants.¹³

Alors que certains pays, comme l'Autriche, le Canada, l'Islande et la Suède, ont déjà des exigences pour les EIG ex ante des propositions budgétaires dans leurs lois fiscales et instructions budgétaires, l'absence de telles exigences n'empêche pas à un gouvernement d'entreprendre cet exercice. Dans les situations où une réponse rapide est nécessaire, l'accent devrait être mis sur l'évaluation des impacts sur le genre des nouvelles mesures, en utilisant les données existantes.

Les EIG ex ante des plans de soutien face au COVID-19 devraient impliquer un engagement avec les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et inclure des données provenant de divers groupes de femmes et d'hommes, y compris des groupes difficiles à atteindre. L'évaluation devrait tirer parti à la fois des sources de données quantitatives et qualitatives telles que des fiches d'évaluation par les citoyens ou des audits sociaux lorsqu'ils sont disponibles.

Énoncés budgétaires sensibles au genre

Un énoncé budgétaire sensible au genre (GBS) fournit une description des objectifs sectoriels ou spécifiques, des programmes et des allocations budgétaires correspondantes pour l'égalité des sexes, soit dans le cadre du budget, soit en tant que document autonome. Il est généralement produit par un gouvernement, tel qu'un ministère des finances ou un bureau budgétaire, et est souvent basé sur une évaluation ex ante de l'impact sur le genre. Un GBS robuste détaille également les produits et les résultats envisagés et les allocations/dépenses budgétaires associées pour les actions proposées et est facilement accessible pour permettre un examen public.

Les pays à tous les niveaux de développement économique peuvent utiliser un GBS dans leurs processus budgétaires, en choisissant le format qui leur convient le mieux. Au Rwanda, un modèle de rapport sur le GBS exige des informations sur la situation actuelle des femmes et des hommes par programme ou sous-programme, avec les extrants, les activités prévues, les activités accomplies, les cibles et les réalisations par rapport aux objectifs prévus et au budget approuvé par rapport au budget exécuté.¹⁴

Les pays qui produisent déjà un GBS peuvent l'utiliser pour analyser les mesures de soutien et de relance proposées et

existantes en matière de COVID-19. Au Maroc, avec le soutien d'ONU Femmes, le Haut Commissariat au plan (HCP) a mené une enquête auprès des ménages pour évaluer les impacts socio-économiques des mesures de confinement sur différents groupes de la population. Les données ont indiqué que 19,3 pour cent des hommes interrogés ont contribué, pour la première fois, au travail ménager durant le confinement, alors que les femmes consacraient en moyenne six fois plus de temps au travail domestique.¹⁵ Le rapport budget genre du Maroc 2020-2021, un GBS qui accompagne le projet de loi des finances annuel, a intégré ces points de données avec d'autres sur l'emploi des femmes et la violence faite aux femmes. Le rapport a également formulé des recommandations pour répondre aux écarts entre les sexes identifiés et a souligné l'importance de la BSG pour une relance sensible au genre.¹⁶

Pour les pays qui ne produisent pas encore de GBS, un simple énoncé peut être élaboré pour évaluer comment les femmes et les hommes devraient bénéficier des mesures de soutien proposées. Par exemple, un GBS produit par le ministère de la Santé pourrait inclure une analyse de genre du personnel de santé et détailler les mesures et les allocations budgétaires pour soutenir la sécurité des professionnels de santé en première ligne, ventilées par sexe. Celles-ci pourraient inclure la fourniture d'équipements de protection individuelle pour les professionnelles de santé ainsi que des mesures pour étendre la disponibilité des options de traitement du COVID-19 tout en garantissant la prestation de services de santé sexuelle et reproductive de routine.

Pour promouvoir la transparence budgétaire, certains pays ont rendu public leur GBS. Le gouvernement albanais a publié un budget citoyen sur le site Web du Ministère des finances.¹⁷ Il explique, en termes simples, la proposition de budget de l'État pour 2021 et comment elle répondra aux besoins des femmes et des hommes dans la planification COVID-19 dans 11 secteurs, notamment la santé, la protection sociale, l'éducation et l'agriculture.

Suivi des dépenses

Le suivi des dépenses saisit les dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues et suit les allocations budgétaires du gouvernement central aux ministères et aux autorités locales. Le suivi des dépenses en temps réel est particulièrement important dans le contexte du COVID-19, où des processus décisionnels rapides et le décaissement des fonds peuvent créer un risque de détournement ou d'appropriation illicite. Le suivi peut également soutenir la réaffectation des ressources si elles sont mal utilisées et ne garantissent pas les résultats souhaités, y compris l'égalité des sexes.

Il est possible de créer des programmes de suivi des dépenses en temps réel pour le COVID-19 à travers le Système national d'information sur la gestion financière (FMIS). Certains pays emploient des cadres de production de rapports renforcés pour les financements spécifiques au COVID-19. Le Bénin et le Pakistan, par exemple, utilisent leur FMIS en combinaison avec d'autres mécanismes pour suivre les dépenses et le revenu, alors que la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont mis en place des rapports financiers transparents avec des informations régulières sur les ressources et les décaissements.¹⁸

Il est important que les gouvernements produisent des rapports réguliers sur les dépenses en temps réel, afin que les parlements, les organisations de la société civile et le grand public puissent accéder aux informations sur les décaissements. Les rapports devraient idéalement inclure des détails spécifiques sur la démographie des bénéficiaires et les montants décaissés, liés à des indicateurs de performance pour mesurer l'impact. Aux Philippines, les gouvernements locaux préparent des rapports mensuels sur l'utilisation des fonds de COVID-19 et les publient sur leurs sites Web et dans les communautés.¹⁹ L'organisation de la société civile nigériane, Follow the Money, présente l'analyse des budgets COVID-19 dans plusieurs pays d'Afrique pour garantir la reddition de comptes et la transparence de la prise de décision financière.²⁰

Les dépenses ciblées sur l'égalité des sexes qui font partie d'un ensemble de mesures liées au COVID-19 peuvent également être suivies lorsque des classifications budgétaires appropriées sont déjà en place. Depuis 2012, le Ministère des finances en Équateur a mis en œuvre un classificateur budgétaire relatif à l'égalité des sexes. Le système permet d'identifier, de suivre et de rendre compte des dépenses publiques conformément aux domaines d'action du cadre politique national en matière d'égalité des sexes. Les directives budgétaires fournissent des instructions sur la classification et nécessitent des rapports sur les allocations de genre, les dépenses et les résultats obtenus.²¹ Les intégrer dans les systèmes de gestion financière existants, en utilisant des marqueurs de genre, peut en faire une partie plus intégrée du suivi budgétaire global.

Le suivi des dépenses nécessite des approches permettant d'identifier à la fois les dépenses et les décaissements ciblés par genre, ainsi que ceux qui ne sont pas ciblés par genre, tels que l'eau et l'assainissement, mais qui ont d'importantes implications sexospécifiques. Le Partenariat Budgétaire International (IBP) forme les groupes de la société civile au suivi des fonds publics pour s'assurer que les ressources parviennent aux bénéficiaires visés. En 2020, l'IBP d'Afrique du Sud a mobilisé 253 résidents dans 100 établissements informels de six grandes villes pour collecter

des données en temps réel sur les pénuries d'assainissement, d'eau et de savon dans leurs communautés. Les données ont été utilisées pour attirer l'attention sur le service et la main-d'œuvre engagée à la fois par les responsables municipaux et les organismes nationaux coordonnant la réponse au COVID-19 pour y remédier.²² Le plaidoyer continu de l'IBP suit les plans fiscaux d'urgence du gouvernement et les dépenses connexes pour soutenir l'engagement civique.²³

Audits budgétaires sensibles au genre et de responsabilité sociale

Un audit budgétaire sensible au genre est un outil ex post d'évaluation de l'impact sur le genre qui évalue si les allocations budgétaires ont été dépensées efficacement et conformément aux règles et réglementations établies par les ministères des finances. Les audits de genre peuvent être effectués par des institutions de l'État ou par un organisme indépendant, tel que l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques. Dans le contexte du COVID-19, les gouvernements ont déployé des plans de soutien budgétaire à grande vitesse, généralement sans ou seulement avec des évaluations ex ante d'impact sur le genre ou des énoncés budgétaires sensibles au genre rudimentaires. Pour cette raison, les outils ex post tels que les audits de genre sont particulièrement importants, et leurs résultats devraient être réintroduits dans le processus de planification de mesures de soutien supplémentaires ou de plans de relance. En Ouganda, l'Institution supérieure de contrôle mène un audit de performance des objectifs convenus au niveau national alignés sur l'indicateur 5.2 des Objectifs de développement durable pour évaluer la violence domestique faite aux femmes pendant le COVID-19.²⁴

Les organisations de la société civile peuvent également mener des audits de responsabilité sociale sensibles au genre, un mécanisme qui implique généralement un examen participatif des programmes gouvernementaux au niveau communautaire. De tels audits peuvent être très efficaces pour mettre en lumière des écarts dans la fourniture de services. Au Guatemala, l'Instituto Centroamericano de Estudios Fiscales a analysé les allocations budgétaires liées au COVID-19 en mettant l'accent sur la manière dont les ressources atteignaient les enfants et les adolescents. Les résultats de cette analyse ont soulevé des préoccupations concernant la faible part des ressources consacrées aux enfants et aux adolescents globalement et a identifié des lacunes dans l'exécution du budget pour les bourses d'études et l'éducation des filles. En outre, l'analyse a souligné les limitations des informations disponibles sur les dépenses gouvernementales et sur l'importance de la réorientation des fonds.²⁵

Examen parlementaire

Les parlements jouent un rôle essentiel dans le contrôle budgétaire alors que les mesures d'urgence face au COVID-19 sont rapidement exécutées. Les outils de BSG peuvent aider les parlementaires à évaluer comment les mesures de soutien face au COVID-19 affectent les femmes et les filles et à analyser comment les allocations, les changements et/ou les coupes budgétaires, impacteront l'égalité des sexes. Le Parlement peut demander des évaluations d'impact sur le genre des programmes proposés et examiner s'ils répondent aux priorités et aux besoins identifiés en matière de genre. Cela peut inclure l'engagement dans un débat parlementaire sur les lois ou les projets de loi de finances amendés pour s'assurer qu'ils maintiennent l'égalité des sexes comme objectif. De plus, les commissions parlementaires peuvent mener des examens ciblés et approfondis pour évaluer dans quelle mesure les dépenses se traduisent en décaissements et en services qui atteignent et respectent les besoins des femmes et des filles. Les parlements peuvent également appeler à une élaboration des rapports transparente sur toutes les mesures budgétaires relatives au COVID-19, y compris les réaffectations et les restrictions budgétaires proposées.

L'examen parlementaire des plans de soutien face au COVID-19 est particulièrement important lors de l'examen du projet de loi des finances et au stade de l'audit. Les outils BSG, y compris les évaluations ex ante d'impact sur le genre et les énoncés budgétaires sensibles au genre, fournissent les données et l'analyse pour soutenir les parlements dans leurs fonctions de contrôle. Les parlementaires peuvent avoir à travailler en étroite collaboration avec les organisations de la société civile, ou d'autres expert-e-s indépendant-e-s, pour mener des analyses sur les impacts du plan de soutien, y compris la manière dont les mesures peuvent exclure certains groupes de femmes. Ces analyses peuvent également être utilisées par les commissions parlementaires existantes ou ad hoc traitant de la réponse nationale au COVID-19 pour examiner les impacts sur le genre des mesures proposées et identifier les changements pour soutenir les résultats sensibles au genre. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par exemple, le Comité parlementaire sur les femmes et l'égalité a lancé une enquête sur l'impact inégal du COVID-19 sur les femmes et les communautés minoritaires. Le Groupe du budget des femmes du Royaume-Uni a produit des EIG ex ante de la réponse du gouvernement au COVID-19. Son analyse a mis en avant des disparités entre les sexes dans les domaines de la santé, des gardes d'enfants, des transferts monétaires et de l'emploi qui ont ensuite été présentés comme preuves au Comité parlementaire.²⁶

Assurer l'égalité des sexes dans les financements pour la relance face au COVID-19 dans l'UE

Les membres du Parlement européen ont fait pression sur la Commission européenne et le Conseil de l'Europe pour garantir que la moitié de l'instrument de résilience et de relance de l'Union européenne est réservée aux politiques et aux mesures qui bénéficient aux filles et à l'avancement de l'égalité des sexes dans la réponse au COVID-19. Leur pétition appelle :

- À des évaluations de l'impact sur le genre et à la budgétisation sensible au genre pour tous les fonds dépensés dans le cadre de l'instrument ;
- À des investissements dans l'économie des soins, développant des services de garde d'enfants et d'écoles résilients qui permettent à tous les parents de conserver des emplois rémunérés et un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée ;
- Au développement des services de soins dans une perspective de cycle de vie : une entente sur les soins de santé pour l'Europe et un projet européen de statistiques ventilées par sexe du travail non rémunéré et rémunéré comme base pour un nouveau calcul du PIB ;
- À l'obligation pour les entreprises bénéficiant d'aides ou de subventions de l'État de documenter que ces fonds bénéficieront également aux employés de tous les genres ; et surtout ceux qui ont une faible proportion de femmes employées et cadres pour embaucher et promouvoir les femmes en respectant des quotas minimaux au niveau de la direction ;
- À un fonds spécial dédié aux entreprises dirigées par des femmes.²⁷

Perspectives d'avenir

La pandémie de COVID-19 et les confinements associés ont exacerbé les inégalités préexistantes, y compris l'inégalité entre les sexes. Face à la demande immédiate de dépenses supplémentaires dans le secteur de la santé et pour soutenir l'emploi et les revenus, la réponse économique et budgétaire mondiale a été sans précédent. Jusqu'à présent, l'écrasante majorité des dépenses a été déboursée par les pays à revenu élevé.²⁸ On s'attend à ce que les pays incapables d'emprunter à des taux d'intérêt bas soient tenus d'introduire des mesures d'austérité pour réduire leurs déficits budgétaires et leurs ratios dette/PIB une fois la pandémie maîtrisée.

À présent, en 2021, les gouvernements vont commencer à envisager des politiques de relance – ou d'assainissement budgétaire – et à s'attaquer aux niveaux élevés de dette publique. Cela aura probablement des effets négatifs généralisés et irréversibles sur les femmes et les filles, sur la base de données probantes et d'analyses de crises économiques antérieures.²⁹ La budgétisation sensible au genre a été utilisée dans le passé pour évaluer les mesures d'assainissement budgétaire et pour souligner l'importance de protéger les allocations budgétaires dans les secteurs prioritaires.³⁰

Les outils mis en avant dans cette note fournissent des points d'entrée pour la conception de programmes de soutien pour atténuer ces effets. Certains gouvernements ont mis en œuvre des outils comme les évaluations de l'impact sur le genre ou des énoncés budgétaires sensibles au genre avec des résultats positifs. Les organisations de la société civile ont mis en avant comment les outils comme le suivi des dépenses et les audits sociaux peuvent être utilisés rapidement avec beaucoup de succès, même avec des données limitées.

En raison de la grande incertitude entourant l'évolution de la pandémie de COVID-19, les gouvernements devraient appliquer la budgétisation sensible au genre pour concevoir et fournir de meilleurs plans de relance qui s'orientent vers des économies égalitaires entre les sexes. Cela nécessite des investissements publics dans l'emploi, les services de soins et la protection sociale pour les femmes, des investissements qui ne sont actuellement pas au centre des plans de soutien et de relance face au COVID-19, mais qui sont critiques pour la relance économique.

Cette note a été rédigée par Zohra Khan et Katherine Gifford (l'équipe de budgétisation sensible au genre d'ONU Femmes). L'édition a été réalisée par Tara Patricia Cookson (Ladysmith) et la traduction par Delphine Huddleston. Les auteurs tiennent à remercier la Professeure Diane Elson pour son examen d'expert. Publication initiale le 12 avril 2021.

Notes de fin de document

- 1 OMS, 2021.
- 2 Nations Unies, 2020.
- 3 OIT 2021.
- 4 ONU Femmes, PNUD et le Frederick S. Pardee Center for International Futures, 2020.
- 5 ONU Femmes et PNUD, 2020.
- 6 Ibid.
- 7 CCSA, 2020.
- 8 ONU Femmes, 2020.
- 9 Valero et Tinonin, 2020.
- 10 Hawaii State Commission on the Status of Women, 2020.
- 11 Gouvernement du Canada 2020.
- 12 PM.GC.CA 2020 ; Finance Canada, 2020.
- 13 Namutebi, 2017.
- 14 HCP, Royaume du Maroc, 2020a et 2020b.
- 15 Ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, Royaume du Maroc, 2020.
- 16 Ministère des finances et de l'économie, Albanie, 2020.
- 17 FMI, 2020.
- 18 Fouad et al., 2020.
- 19 Saloudeen, 2020.
- 20 CEPALC, 2019.
- 21 van Zyl, 2020.
- 22 IBP, 2020.
- 23 Intosai Development Initiative, 2020.
- 24 Eva, 2020.
- 25 Women's Budget Group, 2020.
- 26 #halfprofit, 2020.
- 27 OIT, 2020.
- 28 Pearson et Elson 2015 ; ONU Femmes, 2014.
- 29 HCR, 2018.

Références

- Assemblée générale des Nations Unies. 2018. [Rapport de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales des États sur le plein exercice de tous les droits](#). A/73/179.
- CCSA (Committee for the Coordination of Statistical Activities). 2020. [How COVID-19 Is Changing the World: A Statistical Perspective, Volume II](#). New York : Nations Unies.
- CELAC (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes). 2019. [Gender Equality Plans in Latin America and the Caribbean: Road Maps for Development](#). Gender Equality Observatory for Latin America and the Caribbean Studies, No. 1. Nations Unies, Santiago.
- Eva, M.J. 2020. [As COVID-19 Spreads, CSOs Argue that Government Budgets Should Address Inequality and Discrimination](#). International Budget Partnerships blog, 15 septembre.
- FINANCE Canada. 2020. [Presentation to OECD Virtual Workshop on Gender Budgeting and COVID-19](#). Juillet.
- Fouad M., G. Schwartz et C. Wendling. 2020. [Do Whatever It Takes, but Keep the Receipts](#). Public Financial Management Blog: Making Public Money Count, 22 avril.
- Gouvernement du Canada. 2020. [Sommaire de l'analyse comparative entre les sexes plus \(ACS+\) pour le Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19](#). In *Economic and Fiscal Snapshot 2020*. Ottawa: Département des finances, Canada.
- #halfofft. 2020. [We Demand: Half of the Corona Funds for Women](#). Petition. YouMoveEurope Campaigns.
- Hawai'i State Commission on the Status of Women. 2020. [Building Bridges, Not Walking on Backs: A Feminist Economic Recovery Plan for COVID-19](#). Department of Human Services, State of Hawai'i, 14 avril.
- HCP (Haut-Commissariat au Plan), Royaume du Maroc. 2020a. [Enquête sur l'impact du Coronavirus sur la Situation Économique, Sociale et Psychologique des Ménages](#). HCP, Rabat, 19 mai.
- _____. 2020b. [Rapports Sociaux dans le Contexte de la Pandémie COVID-19 : 2ème Panel sur l'Impact du Coronavirus sur la Situation Économique, Sociale et Psychologique des Ménages](#). HCP, Rabat, 27 juillet.
- IBP (International Budget Partnership). 2020. [Open Budgets Blog: COVID-19](#).
- Intosai Development Initiative. 2020. [Elimination of Intimate Partner Violence Against Women \(EIPVW\) Linked to SDG 5.2](#).
- Ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, Royaume du Maroc. 2020. [Report on Results-based Budget Taking into Account Gender Issues \(French version\)](#). Rapports accompagnant le Projet de Loi de Finances 2021.
- Ministère des finances et de l'économie, Albanie. 2020. [2021: A Look for Citizens](#). General Budget Directorate, Tirana.
- Namutebi, R. 2017. Gender-Responsive Budgeting. Présentation par le Chef du budget national, Ministère des finances et de la planification économique, République du Rwanda lors de la Conférence du FMI sur l'égalité des sexes : From Theory to Practice. Kigali, 2-4 novembre.
- Nations Unies. 2020. Progress Towards Gender Equality Under Threat, World Leaders Warn as General Assembly Marks Twenty-Fifth Anniversary of Landmark Women's Rights Conference. Communiqué de presse du Secrétaire général de l'ONU. Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur Beijing +25, 2 octobre. Disponible sur : <https://news.un.org/en/story/2020/10/1074452>.
- OIT (Organisation internationale du Travail). 2021. [ILO Monitor: COVID-19 and the World of Work – Updated Estimates and Analysis](#). Septième édition, 25 janvier.
- OMS (Organisation mondiale de la Santé). 2021. [WHO Coronavirus Disease \(COVID-19\) Dashboard](#).
- ONU DAES (Département des affaires économiques et sociales). 2021. [World Economic Situation and Prospects](#). New York : Nations Unies.
- ONU Femmes (Entité des Nations Unies pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes). 2020. [Gender and COVID-19: Surveys Show that COVID-19 Has Gendered Effects in Asia Pacific](#). Women Count Data Hub News, 29 avril.
- _____. 2014. [The Global Economic Crisis and Gender Equality](#). New York : ONU Femmes. Consulté le 21 février 2021.
- _____. et PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2020. [COVID-19 Global Gender Response Tracker: Global Factsheet](#). Version 1, 28 septembre.
- ONU Femmes et le Frederick S. Pardee Center for International Futures. 2020. [From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19](#). New York : ONU Femmes.
- Pearson, R. et D. Elson. 2015. [Transcending the Impact of the Financial Crisis in the United Kingdom: Towards Plan F—a Feminist Economic Strategy](#). *Feminist Review*.
- PM.GC.CA. 2020. [Prime Minister Announces More Support for Workers and Businesses Through Canada's COVID-19 Economic Response Plan](#). Ottawa, 18 mars.
- Rahim, F., R. Allen, H. Barroy, L. Gores et J. Kutzin. 2020. [COVID-19 Funds in Response to the Pandemic](#). Fiscal Affairs Special Series on COVID-19. 26 août. Fonds monétaire international (FMI), Washington, DC.
- Salaudeen, A. 2020. [Massive Funding Has Been Donated to Help Fight the Coronavirus in Africa: This Nonprofit Is Trying to Keep Track of It](#). CNN, 11 mai.
- Valero, S.D. et C. Tinonin. 2020. [COVID-19 May Be Prompting Men to Help Out at Home, Evidence from the Maldives Suggests](#). Women Count Data Hub Research Highlight, 8 mai.
- van Zyl A. 2020. [Covid Advocacy in South Africa's Shanty Towns: What Works?](#) Oxfam Blogs, From Poverty to Power, 14 avril.
- Women's Budget Group. 2020. Analyses disponibles sur : <https://wbg.org.uk/analysis/>.